THIERRY MEYSSAN, LE 11 SEPTEMBRE, ET LA RÉORGANISATION GÉOPOLITIQUE MONDIALE

Le 11 septembre 2001 marque un tournant historique que le journaliste Thierry Meyssan fut l'un des premiers à interpréter à contre-courant du récit dominant. À travers ses enquêtes, notamment publiées sur son site Voltairenet.org, il a révélé les incohérences de la version officielle des attentats, mais surtout, il en a montré la fonction géopolitique. Non pas comme un événement isolé, mais comme le point d'entrée d'une nouvelle stratégie américaine globale.

Dès lors, ce basculement s'est opéré contre les États arabes laïcs, non-alignés sur la politique américaine. La Syrie de Bachar el-Assad, l'Irak de Saddam Hussein, ou encore la Libye de Kadhafi en furent les principales cibles. Le soutien des États-Unis aux Frères musulmans à travers la Turquie, l'Égypte ou le Qatar, en fut un des instruments indirects. Cette confrérie islamiste, prétendument anti-occidentale, a toujours été en réalité un outil stratégique du Département d'État américain, comme le souligne Thierry Meyssan. L'objectif : affaiblir les structures régaliennes des nations arabes indépendantes en favorisant des oppositions religieuses instrumentalisables.

Dans cette logique, le Hamas – bien qu'élu démocratiquement à Gaza – constitue un maillon ambigu. D'un côté, il représente une résistance à Israël. De l'autre, il fut soutenu à ses débuts par Israël lui-même pour affaiblir l'OLP. On observe ici un enchevêtrement d'alliances contradictoires, typiques des guerres asymétriques modernes. L'attaque du 6 octobre 2023 par le Hamas contre Israël – à l'occasion du cinquantième anniversaire de la guerre du Kippour – ne peut être comprise sans cette complexité. Israël, dont les services de renseignement sont parmi les plus performants au monde, ne pouvait ignorer une telle opération. La non-réaction initiale du gouvernement Netanyahu pose question. De nombreux observateurs y voient une stratégie de choc destinée à justifier un projet politique ancien : celui de la « terre promise », du « grand Israël ».

Cette séquence – 11 septembre 2001 / 6 octobre 2023 – forme un arc. Entre ces deux dates, toute la politique américaine de remodelage du Proche-Orient s'est installée. L'Iran reste ciblé, la Syrie résiste, la Russie devient l'ennemi stratégique. Car, au-delà des États arabes, tout État non-aligné – Russie, Chine, certains pays africains – devient une menace pour l'ordre globaliste que les États-Unis défendent sous couvert de démocratie.

Dans ce contexte, Donald Trump, acteur du monde immobilier à New York en 2001, avait exprimé publiquement ses doutes sur la solidité des tours du World Trade Center dès les jours suivants les attentats. Bien que n'étant pas encore engagé politiquement, il pointait déjà des incohérences, sans les développer. Devenu président en 2016 sur une ligne souverainiste, Trump s'oppose frontalement à l'État profond américain, aux élites mondialistes, et aux guerres à l'étranger. Son positionnement rejoint par certains aspects les constats de Thierry Meyssan, même si les deux hommes n'ont jamais collaboré directement.

Parmi les signes récents du basculement, la rupture entre Elon Musk et Donald Trump illustre une division interne dans le camp dit « anti-système ». Ce qui semblait être une convergence entre technocratie libérale et souverainisme pragmatique s'est fissuré. Musk, qui avait soutenu certaines positions conservatrices et critiqué la censure numérique, propose désormais de financer certains candidats démocrates, en particulier contre Trump. De son côté, Trump a réagi avec véhémence, appelant à des sanctions contre Musk.

Cet éclatement des alliances traduit une chose : le pouvoir profond, celui qui organise les transitions, cherche à diviser les forces émergentes susceptibles d'échapper à son contrôle. Musk, en finançant le nucléaire et en s'alignant parfois avec les priorités industrielles globalistes, apparaît de plus en plus comme une figure ambiguë, ni vraiment en dehors, ni tout à fait dedans.

À travers cette synthèse, une grille de lecture s'impose : le monde n'est pas dirigé par des alliances stables, mais par des équilibres d'opportunité. Le 11 septembre 2001 fut un déclencheur. L'attaque du 6 octobre 2023 une relance. Et tout se joue dans l'ombre d'intérêts croisées, où la vérité ne se prouve pas : elle se déduit.